



ISSN 1019-0287

Preis 1,60 €

16. September 2005

erscheint freitags

16/9 - 25/9/2005

(film/theatre/concert/events)



Table rase à l'école?

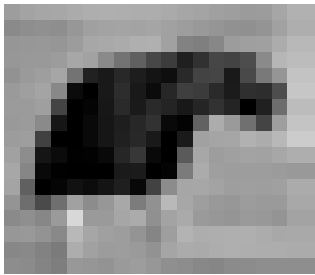
Jeannot Medinger et
Guy Foetz débattent
des orientations
pédagogiques du
Neie Lycée.

débat, page 2

Globale Grippe

Die Vogelseuche sorgt
weltweit für Auf-
regung. Gesellschaft-
liche Aspekte werden
jedoch weitgehend
ignoriert.

dossier, Seite 4



Jardin secret

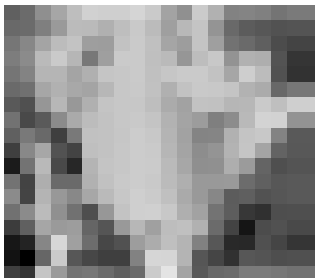
Cristina Donà, figure
d'exception du folk-
rock italien, passe au
Luxembourg. Un spec-
tacle de chant à ne pas
manquer.

kultur, page 9

Menschenbomben

Der Film "Paradise
Now" zeigt 24 Stunden
aus dem Leben palästi-
nensischer Selbst-
mordattentäter.

kultur, Seite 13



Preis: 1,60 €



Orange pressée ...



*CSV-Spitzenkandidat
Laurent Mosar drängt
darauf, die Führungsriege
des Koalitionspartners DP
auszubooten.*

dës woch, Seite 3

(Foto: woxx)

POLITIQUE D'ASILE

**Depuis dix ans,
le Luxembourg pratique
une politique restrictive
en matière d'asile.**

**Malgré sa bonhomie
affichée, Jean Asselborn
ne semble pas vouloir y
changer grand chose.**

*Un commentaire de
Raymond Klein.*

"En devenant ministre, je n'ai pas laissé mon humanité au vestiaire", a assuré Jean Asselborn, interrogé au Journal de RTL sur sa politique d'asile. Mais l'exemple qu'il venait de donner, contredisait son propos: "Une femme enceinte n'est pas expulsée. Nous lui accordons le statut de tolérance ... jusqu'à ce que l'enfant ait trois mois." La manière dont le nouveau ministre de l'immigration s'empêtre dans ses arguments a quelque chose de désarmant. Et elle révèle les contradictions profondes d'une politique d'asile qui se veut à la fois restrictive et "humaine".

Mis à part la revendication à tout bout de champ de cette "humanité", ni le discours, ni la pratique n'ont évolué sur le fond. Comme son prédécesseur Luc Frieden, Jean Asselborn expli-

que qu'il faut respecter la loi et que les autres pays traitent les réfugié-e-s de la même manière. Le plus intéressant dans les déclarations du ministre étaient les données chiffrées cumulées de la procédure d'asile depuis 1999. Seulement 4,2 % des demandeuses et demandeurs ont obtenu le statut selon la Convention de Genève. Le statut de tolérance - temporaire - a également été accordé dans 4,2 % des cas, et le statut humanitaire - en principe définitif - dans 9,6 % des cas. "Un cinquième des personnes a donc obtenu la possibilité de rester au Luxembourg", s'est félicité Asselborn. Certes, mais la plupart ont été repêchées après qu'on ait refusé de les reconnaître comme réfugié-e-s au sens de la Convention de Genève. Ainsi, à défaut d'appliquer la Con-

vention avec un minimum de générosité, le Luxembourg érige en règle des statuts exceptionnels et provisoires.

Par ailleurs, la promesse du ministre de ne pas procéder à des expulsions mettant en danger la vie de réfugié-e-s est peu crédible. En effet, parallèlement à cela, il se plaint des pays vers lesquels ses services éprouvent des difficultés à effectuer des retours de réfugié-e-s. Et il cite: le Nigéria, la Russie, l'Iran. Trois pays dans lesquels les autorités violent, à des degrés divers, les droits humains.

Le principe d'humanité est constamment sacrifié au principe de dissuasion. Afin de ne pas encourager les réfugié-e-s débouté-e-s de la procédure de s'accrocher, Jean Asselborn a ouvert, sans oser le dire ouvertement, la chasse à toutes les familles de réfugié-e-s qu'il n'a pas pu expulser pendant les vacances scolaires. Pas question pour Asselborn de procéder à une seconde régularisation: cela risquerait de déclencher un nouvel afflux de réfugié-e-s. Pourtant, l'idée d'une telle régularisation est défendue aus-

si bien par des ONG que par le syndicat OGBL ... et se trouvait dans le programme électoral du LSAP de 2004.

Le résultat de ce reniement est prévisible: plusieurs centaines d'êtres humains qui basculent durablement dans l'illégalité, enfants compris. Le fait que 175 personnes ont bénéficié de la mini-régularisation des familles avec enfants dans le postprimaire sera une maigre consolation. Cela laisse présager de quoi sera fait l'action du LSAP en matière de politique d'asile: à défaut de pouvoir mener une politique d'asile véritablement humaine, il faudra se contenter de mesures à caractère humanitaire.